

DIOCESE DE BUNIA
FRATERNITE DES PRETRES SECULIERS DE BUNIA
B.P. 19 BUNIA

DECLARATION PASTORALE DE LA FRATERNITE DES PRETRES SECULIERS DE BUNIA FACE AUX ATROCITES EN COURS DANS LA PROVINCE DE L'ITURI

« Tu ne tueras pas » (Ex 20,13)

La Fraternité des Prêtres Séculars (Abbés) du Diocèse de Bunia¹, solidaire et compatissante avec toute la population de la Province de l'Ituri en général, et du Territoire de Djugu en particulier, exprime toute sa désapprobation et condamne avec fermeté toutes les atrocités perpétrées et imputées à la milice communément connue sous le nom de **CODECO depuis décembre 2017** en Territoires de Djugu, Irumu et Mahagi.

Constats

Le 17 décembre 2017 marque le début de la crise sécuritaire aux conséquences multiformes, à la fois sociale, économique et humanitaire, qui endeuille la Province de l'Ituri en ses trois territoires, à savoir : **Djugu, Irumu et Mahagi**. Des atrocités ignobles s'y commettent dès lors jusqu'à ces jours. Il s'agit des massacres et des agressions sous diverses formes des civils et des militaires, des populations prises en otage, des chrétiens soumis à des pratiques païennes rétrogrades, des destructions méchantes des infrastructures socio-économiques communautaires et privées (hôpitaux, écoles, lieux de culte, maisons d'habitation...), des destructions, des pillages et incendies des villages et centres de négoce, des champs ...

Dès le début de **cette année 2020**, nous avons constaté avec beaucoup de consternation la recrudescence des crimes ci-haut énumérés. Rien qu'à l'espace de 18 jours, soit du 28 février 2020 au 17 mars 2020, **au-delà de 100 personnes ont été massacrées** et plusieurs autres grièvement blessées à divers endroits dans le territoire de Djugu ! Et en plus des **Serviteurs de Dieu** ne sont pas épargnés : **deux Pasteurs protestants** ont été torturés et sauvagement tués à Kparnganza en date du 02 mars 2020, **le Curé de la Paroisse de Fataki** a été cruellement agressé et blessé à Fataki le 09 mars 2020, faits qui s'ajoutent au **kidnapping de l'Abbé Administrateur de la Paroisse de Jiba** survenu le 05 juin 2019 à Jiba et relâché après deux jours. Et tout cela entraîne des déplacements massifs des populations vers des camps de fortune et de familles d'accueil où elles vivent dans des conditions infrahumaines.

Par ailleurs, **des efforts sont fournis à plusieurs niveaux** pour arrêter ces atrocités. Il s'agit d'abord du Gouvernement congolais, tant au niveau national que provincial, qui appelle régulièrement à la paix et à la cessation des atrocités, et qui, à travers les services de sécurité compétents et adéquats, s'emploie à traquer et neutraliser ces

¹ La Fraternité des Prêtres Séculars de Bunia (FPSB) est l'organisation des Abbés du Diocèse de Bunia pour l'échange sur leur vie intégrale en vue de l'approfondissement de l'idéal sacerdotal en communion entre eux et avec l'Evêque Diocésain.

hors-la-loi qui sèment la désolation au sein de la population civile. Le Gouvernement est appuyé par la MONUSCO qui est engagée dans la protection des civils. Ensuite, les leaders religieux, en particulier l'Evêque du Diocèse de Bunia², dénoncent cette situation et appellent à la paix. De même, les leaders communautaires, politiques et des associations condamnent ces faits et sensibilisent les communautés à la cohabitation pacifique. Enfin, la population quant à elle s'efforce de collaborer avec les FARDC en dénonçant les malfrats, ce qui conduit à l'arrestation et la neutralisation de certains responsables de la CODECO.

Malgré tous ces efforts louables, nous observons encore **des faits inquiétants** : la multiplication d'attaques et de tueries à plusieurs endroits dans les territoires de Djugu et de Mahagi; les interventions tardives des FARDC dans certains cas ; l'échec du pré-cantonement des miliciens de CODECO à Kpandroma ; le regroupement de ces miliciens de la CODECO à différents endroits connus dans le territoire de Djugu ; le côtoiement, en particulier dans le Secteur des Walendu Pitsi, entre les FARDC, les miliciens de la CODECO et la population, où ces miliciens s'adonnent à la perception des taxes et l'administration de la justice ; les infiltrations en ville de Bunia ; l'équipement de la milice CODECO en armes et en tenue militaire semblable à celle des FARDC ; l'absence, le retrait ou la sous-représentation des FARDC en plusieurs foyers d'atrocités.

Interprétation des faits

La lecture attentive et consciente de ces événements laisse présager beaucoup **de complicités, tant internes qu'externes, dans ce qui se passe en Ituri**. Ces complicités se manifesteraient à travers notamment **les soutiens logistiques** (armements, tenue et moyens de communication) et **politiques**. Mais aussi paraît au grand jour **la faiblesse de l'autorité de l'Etat**: les miliciens s'en prennent tout bonnement aux symboles de l'Etat (des militaires et policiers tués froidement, des chefs coutumiers contraints à désertir leurs entités, les services générateurs des recettes empêchés de travailler) et les services de sécurité donnent l'impression de ne pas être à la hauteur des événements. Par ailleurs, certains leaders communautaires et une frange de la population semblent accuser une collaboration coupable avec les miliciens de la CODECO.

En outre, tous ces faits manifestent **la méconnaissance et le mépris du caractère sacré de la vie humaine, de la dignité de la personne humaine et des droits humains**. Aussi c'est une manifestation évidente d'une profonde **crise de foi et d'humanité**.

² Cf. Dieudonné Uringi (Mgr), **Arrêtons les violences. "Qu'as-tu fait de ton frère?"** (cf. Gn 4, 10), du 11/02/2018 ; **Arrêtons la violence. Recherchons la paix** (cf. He 12, 14), du 22/06/2019.

Condamnations et Recommandations

En tant que pasteurs, nous condamnons fermement toutes ces atrocités et en appelons à la conscience des uns et des autres pour que cessent ces actes ignobles. Nous rappelons à tous le caractère sacré et inviolable de toute vie humaine (cf. Ex 20,13 ; 23,7 ; Mt 5,21; Déclaration universelle des Droits de l'Homme aux articles 3 et 5). Nous dénonçons fermement toutes les personnes ou associations qui alimentent et entretiennent ces conflits meurtriers en Ituri pour des intérêts économiques et enjeux politiques cachés dont l'exploitation des ressources naturelles dont regorge la Province de l'Ituri, la balkanisation de l'Est de la RDC et la politique d'occupation du territoire national. Nous recommandons en conséquence :

Au Gouvernement congolais tant national que provincial:

- De prendre les dispositions urgentes et appropriées pour en finir avec ces atrocités ;
- De poursuivre en justice les auteurs de ces atrocités ;
- De bien remplir ses responsabilités régaliennes ;
- De maintenir une stabilité dans le chef du commandement des FARDC en fonction de l'efficacité sur terrain.

Aux services de sécurité nationale

- De veiller à la sauvegarde de l'intégrité du territoire national (art. 187 de la Constitution) ;
- De veiller à la sécurité des personnes et de leurs biens (art. 182 de la Constitution) ;
- De crédibiliser les services de renseignements pour anticiper, déjouer et prévenir les attaques et incursions des miliciens ;
- De démasquer et arrêter les personnes suspectes infiltrées en ville de Bunia et partout ailleurs ;
- D'éviter toute exaction contre les populations civiles (arrestations arbitraires, barrières illégales, rançonnements, pillages, meurtres...)

Aux acteurs politiques et hommes d'affaires

- De privilégier les intérêts généraux de la population ;
- D'éviter toute incitation à la haine et aux divisions à caractère tribal ;
- De cesser toute instrumentalisation de la population pour des intérêts politiques et économiques égoïstes;
- De s'abstenir de couvrir, de masquer et de communautariser les atrocités perpétrées et imputées aux hors-la-loi en territoire de Djugu.

Aux miliciens de la CODECO

- De sortir de toute superstition et idolâtrie ainsi que toute idéologie avilissante ;
- De se rappeler qu'ils sont avant tout créatures de Dieu et de revenir aux bons sentiments ;
- De cesser de toucher et de s'en prendre physiquement ou même verbalement à tout Serviteur de Dieu ;
- D'arrêter les massacres de leurs frères et sœurs ;
- D'éviter tout prétexte pour justifier les actes criminels ;
- De se convertir et de se détourner de ces actes ignobles ;
- De répondre sans condition aux appels de reddition lancés par les autorités provinciales.

Aux populations et aux chrétiens catholiques

- De promouvoir les valeurs chrétiennes telles que la foi, la tolérance, l'amour du prochain, le pardon, la sauvegarde de la vie ;
- De se désolidariser de toutes les forces du mal qui freinent le développement de la province de l'Ituri ;
- D'éviter de contribuer directement ou indirectement au financement des miliciens ;
- D'éviter de sélectionner en fonction de leur origine les agents pastoraux à leur service ;
- D'éviter de cultiver la haine et l'esprit de vengeance ;
- D'éviter de tomber dans le piège des entrepreneurs des conflits ;
- De dénoncer les criminels et tous leurs complices en s'abstenant de toute collaboration avec eux ;
- De continuer à prier pour la paix ;
- De faire montre des acquis de l'Année de la Foi dans le Diocèse de Bunia.

Que la Sainte Vierge Marie, Reine de la paix, intercède pour le rétablissement de la paix dans la Province de l'Ituri.

Fait à Bunia, le 30 mars 2020.

Par les membres de la FPSB présents en ville de Bunia.

